

# Municipales : comment expliquer cette vague abstentionniste ?

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Municipales : comment expliquer cette vague abstentionniste ?. 2020, 6 p. halshs-03354164

**HAL Id: halshs-03354164**
**https://shs.hal.science/halshs-03354164**

Submitted on 24 Sep 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L’abstention municipale : des significations très diverses

**Pierre Bréchon (The Conversation)** – 30 juin 2020

L’abstention a été énorme aux deux tours de ces élections municipales puisque 55,3 % des citoyens inscrits sur les listes électorales ne se sont pas déplacés pour le premier tour et 58,4 % % pour le second. La progression est phénoménale par rapport à 2014, comme le montre le tableau 1 : + 18,8 points au premier tour, 20,5 au second. Alors qu’on pouvait s’attendre à une hausse limitée de l’abstention, conforme à l’évolution de long terme.

Tableau 1. Taux d’abstention aux élections municipales depuis 1947

| *En % des inscrits* | Élections municipales | |
|---|---|---|
| | 1er tour | 2ème tour |
| 1947 | 23,2 | - |
| 1953 | 20,4 | - |
| 1959 | 25,2 | 26,1 |
| 1965 | 21,8 | 29,2 |
| 1971 | 24,8 | 26,4 |
| 1977 | 21,1 | 22,4 |
| 1983 | 21,6 | 20,3 |
| 1989 | 27,2 | 26,9 |
| 1995 | 30,6 | 30,0 |
| 2001 | 32,6 | 30,5 |
| 2008 | 33,5 | 34,8 |
| 2014 | 36,5 | 37,9 |
| 2020 | 55,3 | 58,4 |

La progression de l’abstention, aux municipales comme à toutes les élections, sauf la présidentielle, remonte en fait à la fin de années 1980. De 1989 à 2014, elle était déjà sensible. En 2020, avec une élection très exceptionnelle, la montée est exponentielle.

Comment comprendre le sens de cette montée de l’abstention, en considérant d’abord la premier tour, le seul pour lequel tout le monde était appelé aux urnes, puis le second qui ne concernait qu’un tiers des électeurs.

Commençons par tordre le cou à une idée reçue : l’abstention n’est pas signe de dépolitisation. Les citoyens ne s’intéressent pas moins aux affaires publiques. Ils trouvent autant que pour les précédentes municipales le scrutin important pour leur ville (https://www.ifop.com/publication/sondage-jour-du-vote-15032020/) et disaient vouloir voter essentiellement en fonction des enjeux locaux.

La campagne municipale a été plus animée qu'on ne l'a dit. Si les médias nationaux ont été très focalisés sur la réforme des retraites et le coronavirus, les médias locaux ont consacré une très grande place à la campagne électorale depuis l'automne 2019 jusqu'au scrutin.

**Le contexte très particulier de 2020**

Depuis 2017, le système partisan français a été profondément chamboulé avec l'émergence d'un pôle central (LREM) et un quasi effondrement des anciens partis de gouvernement. Pour autant, des listes ont été constituées en aussi grand nombre qu'antérieurement (20 000 listes environ, soit 900 000 candidats). Le potentiel d'engagement civique est donc toujours aussi important.

Mais vues les critiques très fortes à l'égard des partis politiques, beaucoup de candidats ont préféré mettre en avant leur personnalité, leur équipe, et se dire citoyen plutôt que de se référer à un parti. Ceci a pu peser sur la participation : il est plus difficile aujourd'hui pour l'électeur de choisir un candidat sur son discours qu'autrefois sur une étiquette politique bien identifiée. Devant la difficulté de choisir, la tentation de s'abstenir est toujours forte.

Depuis 2018, la France a connu deux grands mouvements sociaux, la crise des gilets jaunes, expression d'une France frustrée des bienfaits de la croissance et la contestation de la réforme des retraites, considérée comme un abandon du système de protection sociale à la française et un renforcement du néolibéralisme. Ces deux mouvements ont probablement renforcé une abstention de mécontentement à l'égard des élites politiques. Selon IPSOS, 60 % des personnes disant avoir du dégoût pour la politique se sont abstenues. C'est aussi le cas de 77 % de celles qui s'y disent indifférentes. Certains ne sont donc pas allés voter parce qu'ils n'attendent plus rien des hommes politiques.

Mais l'explication de la montée phénoménale de l'abstention s'explique avant tout par la peur du coronavirus. Selon l'IFOP, environ 2/3 des Français étaient opposés au maintien du premier tour le 15 mars. Selon IPSOS (https://www.ipsos.com/fr-fr/municipales-2020-comprendre-le-vote-des-francais), la première raison invoquée par les abstentionnistes est la crainte du coronavirus (39 %). Et selon l'IFOP, 36 % des abstentionnistes disent que la seule raison de leur abstention a été l'épidémie. Les régions les plus affectées par l'épidémie (notamment le nord est) sont plus fortement abstentionnistes.

**Sociologie de l'abstention**

La sociologie de l'abstention est assez bien connue depuis longtemps, variant beaucoup selon les générations et les catégories sociales.

On observe à toutes les élections - sauf en partie à la présidentielle – d'énormes différences selon les générations. C'est encore le cas au premier tour de ces municipales. Selon le sondage IFOP le jour du premier tour, l'abstention a été de 67 % chez les 18-24 ans et seulement de 50 % chez les 65 ans et plus. L'écart est plus faible que lors des précédents scrutins locaux car les personnes âgées sont celles qui craignaient le plus les risques épidémiques (20 % de craintes chez les 18-24 ans, 46 % chez les 65 ans et plus).

Les enquêtes électorales (https://www.cairn.info/la-politique-au-fil-de-l-age--9782724612356-page-91.htm?contenu=resume) montrent depuis longtemps déjà que la participation électorale a tendu à baisser dans toutes les générations nées à partir des années 1960, qui votent de manière beaucoup plus intermittentes que les plus âgées. Celles-ci votaient par sens du devoir électoral. Alors que dans les générations jusqu'à environ 60 ans aujourd'hui, le vote est surtout un droit. On ne va voter que si on comprend les enjeux d'une élection et si on estime important de s'exprimer pour soutenir une politique ou un candidat, considéré comme meilleur ou au moins, moins mauvais que les autres. On raisonne davantage avant de voter, on hésite aussi beaucoup, le vote est moins fidèle à une tendance politique, il est moins conformiste, moins principiel, plus volatile, autrement dit plus « individualisé » (https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00822289/document). Ajoutons que les catholiques pratiquants réguliers et occasionnels, qui ont probablement, plus que les autres catégories de population, intégré le sens du devoir électoral, du fait de l'insistance traditionnelle de l'institution sur ce point, ont un niveau de participation très élevé.

Si l'enjeu de l'élection présidentielle reste assez clair pour les jeunes générations, celui des élections locales, législatives et européennes est plus difficile à percevoir. De plus, les citoyens sont devenus plus critiques et moins conformistes à l'égard de représentants qu'ils critiquent de plus en plus facilement. L'abstention est donc, pour certains, une façon de signifier une protestation à l'égard des élus et de la classe politique

Mais on observe aussi des différences d'intensité de la participation électorale selon la position sociale. Selon l'IFOP, l'abstention a été de 48 % chez les personnes de catégorie aisée mais de 61 % parmi les pauvres. Selon IPSOS, elle a affecté 49 % des personnes ayant un revenu mensuel de plus de 3000 euros mais 71 % de celles disposant de moins de 1200 euros. Les catégories populaires semblent moins facilement ressentir l'utilité du vote et davantage critiquer des élites politiques, même si le maire est l'élu le mieux perçu (sites/sciencespo.fr.cevipof/files/OpinionWay pour le CEVIPOF-Baromètre de la confiance en politique - vague11 - Comparaison-1.pdf). L'abstention et particulièrement élevée dans certains quartiers populaires comme en 2014.

La durée d'habitation dans la commune a de l'importance. L'abstention monte à 61 % chez ceux qui habitent depuis moins de cinq ans dans la commune (IFOP). Ce qui peut s'expliquer de deux manières. Les personnes qui viennent d'arriver dans une commune sont moins intégrées à la vie municipale et s'intéressent donc moins au scrutin. Par ailleurs, ces personnes arrivées récemment sont parfois encore inscrites dans leur ancienne commune et ne sont pas intéressées à aller y voter pour élire un conseil municipal qui ne les concerne plus. Ajoutons que les propriétaires de leur logement votent plus que les locataires, car mieux insérés localement et en moyenne plus aisés.

**Des logiques d'abstention propres aux élections municipales**

On sait depuis longtemps que la participation électorale est beaucoup plus importante dans les communes de petite taille que dans les grandes villes lors des élections municipales, alors que cet écart de participation est plus faible pour les autres scrutins. Dans un petite commune où tout le monde se connaît, ne pas aller voter, c'est presque afficher publiquement qu'on est un mauvais citoyen et même qu'on n'aime pas le maire ! Pour garder une bonne image et de bonnes relations avec les élus, il convient d'aller voter. S'abstenir indique qu'on n'a pas donné sa voix aux différents candidats, ce qui peut aussi ne pas être très judicieux si on a besoin de l'aide des élus au cours du mandat. Dans les grandes villes au contraire, la vie politique est plus anonyme, l'électeur connait beaucoup moins souvent les élus. L'abstentionniste reste un anonyme et ne craint pas le qu'en-dira-t-on ou même les mesures de rétorsion en cas de service à demander à un conseiller municipal… De plus, dans les villes, la campagne est plus politisée autour des programmes et des tendances politiques, alors que dans les petites communes on s'intéresse plutôt aux compétences des

uns et des autres pour gérer le village ou le bourg. De fait cette dimension plus personnelle du vote est plus mobilisatrice que la tonalité politique du scrutin urbain.

Si la participation est plus fréquente dans les communes de petite taille, on y observe aussi un taux de votes blancs et nuls un peu plus important. Certains votants souhaitant ne pas s'exprimer sont « contraints » de le faire par obligation sociale en milieu rural mais ils mettent dans l'urne un bulletin blanc ou nul. Dans une ville, ils se seraient simplement abstenus.

En 2020, le phénomène a continué et s'est même un peu amplifié (https://www.lagazettedescommunes.com/668506/abstention-elus-du-1er-tour-triangulaires-ce-quil-faut-retenir-du-premier-tour/). L'abstention n'a été le 15 mars que de 35,6 % dans les communes de moins de 500 habitants mais de 63,6 % dans celles de plus de 100 000 personnes.

**Un second tour aussi abstentionniste que le premier**

Le second tour est aussi atypique que le premier. Si le temps disponible pour les candidats a été long (plusieurs semaines de campagne après deux mois de confinement où les candidats ont aidé à la gestion de la crise), la campagne n'a pas pu se dérouler selon les modalités habituelles : pas de meeting, des contacts en face à face peu nombreux, beaucoup de numérisation qui s'avère peu mobilisatrice.

L'abstention progresse de 3,1 points nationalement mais doit plutôt être comparée au niveau dans les villes (autour de 61 % dans les villes de plus de 10 000 habitants le 15 mars), vue la taille des communes concernées par le second tour. Quoiqu'il en soit, on n'a pas retrouvé un niveau « normal » d'abstention.

Il semble que la peur de l'épidémie et d'une seconde vague reste forte (https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-06/etat_desprit_second_tour_municipales_2020.pdf). C'est en tout cas la raison la plus citée de l'abstention (43 %), devant l'inutilité du vote pour sa situation personnelle (38 %), expression d'un individualisme hélas encore trop fréquent. D'autres explications sont données : aucune liste ne plait (27 %), en lien probablement avec la réduction de l'offre de second tour, autres préoccupations en ce moment (25 %), mécontentement à l'égard des hommes politiques (24 %), résultat connu d'avance (22 %), manque d'intérêt (12 %),

abstention systématique (seulement 4 %). Les motivations de l'abstention sont donc très diverses mais l'épidémie inquiétante domine sur les raisons plus habituelles (inutilité, mécontentement, offre électorale insuffisante…). Les Français ont la tête ailleurs et ce second tour sent le réchauffé. Pour beaucoup d'entre eux, l'élection n'était pas à l'ordre du jour. Ils sont inquiets pour l'avenir, tout particulièrement pour les conséquences sociales de l'épidémie et les risques sur l'emploi.

Les logiques mises en évidence pour le premier tour se reproduisent évidemment pour le second dans les communes restant en compétition : différences générationnelles (l'abstention est de 72% d'abstention chez les 18-24 ans selon IPSOS), différences sociales (70 % chez les ouvriers, 65 % chez les employés).

Si l'abstention est énorme partout, elle est cependant un peu plus faible là où l'enjeu du scrutin était plus net, avec des coalitions se revendiquant clairement d'une alliance entre les écologistes et la gauche contre d'autres listes ou contre une alliance LR/LREM. Le tableau 2 donne quelques exemples du phénomène dans les grandes villes.

Tableau 2. Abstention aux deux tours municipaux dans quelques grandes villes

| *En % des inscrits* | 1er tour | 2ème tour | Nombre de listes |
|---|---|---|---|
| Grenoble | 57,8 | 64,2 | 4 |
| Lille | 67,4 | 68,3 | 3 |
| Lyon | 61,1 | 62,2 | secteurs |
| Marseille | 67,2 | 64,6 | secteurs |
| Paris | 57,7 | 63,3 | secteurs |
| Strasbourg | 65,6 | 63,3 | 3 |
| Toulouse | 63,3 | 55,2 | 2 |
| **Moyenne nationale** | **55,3** | **58,4** | **-** |

Grenoble est un exemple de second tour à faible enjeu : le maire sortant avait obtenu 46,7 % des exprimés dès le premier tour ; comme le 15 mars, trois autres listes se représentaient, toutes très alors très distancées. L'abstention augmente de 6,4 points.

Si trois listes s'affrontaient à Lille, elles étaient toutes de gauche, ce qui est peu mobilisateur pour l'électorat de droite. L'abstention augmente de 0,9 points.

A Lyon, l'alliance entre Gérard Collomb et les Républicains contre les écologistes a probablement démobilisé une partie de son électorat. L'abstention progresse de 1,1 point.

A Marseille, l'affrontement entre le Printemps républicain et la droite héritière de Jean-Claude Gaudin, mobilise un peu plus qu'au premier tour : l'abstention recule de 2,3 points.

A Paris, la maire sortante semble à peu près assurée de l'emporter, l'abstention progresse de 5,6 points.

A Strasbourg, l'enjeu est fort entre les listes écologiste, de droite et socialiste, l'abstention recule de 3,3 points.

Les effets de l'offre électorale sur la mobilisation est réelle mais néanmoins de faible ampleur, car la pandémie a comme figé l'expression des préférences électorales.

**La démocratie ne disparaît pas mais se transforme**

Certains discours entendus au soir du second tour sur la ruine de la démocratie et la grève des urnes, une « insurrection froide » selon Jean-Luc Mélenchon, sont très exagérés. Le niveau de l'abstention aux deux tours a d'abord des raisons conjoncturelles. La tendance de long terme est bien à une hausse de l'abstention mais progressive, en lien avec le renouvellement des générations dans la population. Des populations qui votaient par devoir mais sans toujours comprendre le sens de leur vote sont remplacées par des citoyens plus individualisés, facilement critiques, raisonneurs, qui manient le droit de vote avec subtilité et s'abstiennent quand ils ne voient pas l'utilité de leur expression citoyenne. La démocratie en contexte d'individualisation des valeurs est moins confortable pour les élites, elle peut conduire à un pessimisme excessif, mais elle est aussi porteuse de renouvellement citoyen et de participation plus active aux décisions.